

LES TRANSPORTS

L'AFFECTATION DE WAGONS POUR LES BOIS D'ŒUVRE DE LA C.-B.

M. Frank Oberle (Prince George-Peace River): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Transports. Pour faire suite à une question que j'ai posée à son secrétaire parlementaire il y a environ deux semaines à propos de la pénurie aiguë de matériel roulant dans l'industrie du bois en Colombie-Britannique, le ministre pourrait-il dire à la Chambre aujourd'hui si les discussions avec le gouvernement provincial ont abouti à une solution à ce très grave problème?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Le député veut-il parler seulement des discussions sur les wagons couverts, ou sur l'ensemble de celles qu'on a tenues avec le gouvernement de la Colombie-Britannique?

M. Oberle: Je veux parler des wagons couverts qui sont peu nombreux pour répondre aux besoins de l'industrie du bois en Colombie-Britannique.

M. Marchand (Langelier): Monsieur l'Orateur, les discussions se poursuivent beaucoup moins avec le gouvernement de la Colombie-Britannique qu'avec les Américains. Nos wagons couverts sont aux États-Unis, et le CN et le CP essaient d'en récupérer le plus possible.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA SUPPRESSION DE LA DÉSIGNATION DE SASKATOON ET DE REGINA COMME RÉGIONS SPÉCIALES

M. Norval Horner (Battleford-Kindersley): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Expansion économique régionale. Étant donné que les villes de Saskatoon et de Regina sont considérées comme des régions spéciales de la Saskatchewan par son ministre, et que cette politique décourage, et empêche presque la croissance industrielle des autres villes de la province, le ministre pourrait-il songer à modifier la politique afin que ces deux villes ne jouissent plus d'un statut particulier et que toutes soient traitées de la même façon?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, on a déjà discuté longuement d'une question semblable avec le gouvernement de la Saskatchewan. Un groupe de travail étudie d'ailleurs présentement la façon dont on pourrait atteindre les buts énoncés par le député, c'est-à-dire éten- dre les subventions et autres formes d'aide financière propres à stimuler l'économie, en vertu des programmes du ministère, à une région plus vaste et ce, non seulement en Saskatchewan, mais dans les autres provinces.

Questions orales

LA COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

L'INTERDICTION DES DÉPÔTS D'ORDURES SUR LES TERRAINS DE LA CCN À COMPTER DE 1974

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Étant donné que la question de l'élimination des ordures dans la région de la capitale nationale est de plus en plus inquiétante, le ministre peut-il nous dire s'il est vrai que la Commission de la capitale nationale a avisé les municipalités de la région que les déversements d'ordures seraient interdits sur son territoire à partir de 1974 et, dans l'affirmative, à quelle date exactement?

M. l'Orateur: À l'ordre. Je prendrais simplement une seconde pour préciser qu'il n'est pas dans l'usage de demander à un ministre de confirmer une déclaration faite à l'extérieur de la Chambre. Pour gagner du temps nous considérerons que cette question lui a été posée directement.

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, il me faut prendre note de la question et je répondrai plus tard à l'honorable député.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE PROJET D'ESSAIS NUCLÉAIRES DE LA FRANCE—
DEMANDE DE PROTESTATION DU CANADA À L'ONU

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Nos représentants canadiens aux Nations Unies ont-ils entrepris quelque démarche pour protester contre les projets d'essais nucléaires français dans le Sud du Pacifique?

● (1150)

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, nous avons présenté directement et à maintes reprises au gouvernement français des instances à ce sujet et je suis heureux de signaler que la dernière fois j'ai pu transmettre les vues du Parlement.

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence accordera la parole au député pour une question supplémentaire et je crois que le député de Gander-Twillingate et celui de Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine veulent poser des questions supplémentaires qui font suite aux questions précédentes.

M. Harding: Monsieur l'Orateur, le ministre n'a pas répondu à ma question. Je lui ai demandé quelles mesures les représentants canadiens avaient pris au niveau des Nations Unies. Puis-je lui demander en outre si le gouvernement canadien a songé à prendre d'autres mesures à l'échelon international en vue de protester contre les prochains essais nucléaires?

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je crois que la position du gouvernement canadien au sujet de ces essais est bien connue et si on avait eu quelque doute à ce sujet, nous avons le plein appui de la Chambre des communes. A mon avis, il n'y a pas de protestation plus vigoureuse.